

"Fairtrade", une trappe qui maintient les pays en développement dans le rôle de fournisseurs de matières premières : les paradoxes d'une action conçue pour favoriser les producteurs du tiers-monde

Autor(en): **Robert, Charlotte**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2016)**

Heft 2113

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1023378>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

et de redondance en cas de rupture des chaînes d'approvisionnement, surtout dans le domaine énergétique. Notre réseau électrique et son interconnexion avec l'Europe font partie des intérêts vitaux de la Suisse, mais parions que cet aspect du rapport sera peu mis en avant par les parlementaires de l'UDC, parti de Guy Parmelin, le chef du

département de la défense, de la protection de la population et du sport.

Ce document contient nombre de considérations passionnantes et pertinentes, mais il réussit l'exploit d'être à la fois plat - tout est ramené au même niveau - et boursoufflé - on y parle absolument de tout.

Pourtant sur la base de ce texte, pour peu que le Conseil fédéral en ait le souhait, que le Parlement s'y intéresse vraiment, et que la gauche ne laisse pas à la droite un monopole sur les questions de défense, une vraie politique moderne de sécurité pourrait être élaborée. On peut toujours rêver.

«Fairtrade», une trappe qui maintient les pays en développement dans le rôle de fournisseurs de matières premières

Les paradoxes d'une action conçue pour favoriser les producteurs du tiers-monde

Charlotte Robert - 19 février 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28970>

Dans son édition du 21 décembre dernier, [La Liberté](#) présente les producteurs de cacao au Ghana.

Elle décrit l'encadrement qu'ils reçoivent de [Coop](#) et [Max Havelaar](#) et indique le prix qu'ils touchent: «*Les transformateurs empochent 35% du prix final, le commerce de détail 44,2% et les producteurs [de cacao]... 6,6%*». L'article ne dit pas si les intermédiaires qui achètent le cacao aux paysans et l'exportent encaissent les 14,2% restant.

Le paiement octroyé grâce au label Max Havelaar aux membres d'une des coopératives décrites s'élève à cinq millions de francs pour 100'000 membres, soit un franc

par semaine et par travailleur.

Certes, pour un paysan à peine au-dessus du seuil de pauvreté - un ou deux dollars par jour selon les définitions -, un franc par semaine est toujours bon à prendre. Mais quand on voit les exigences techniques et d'organisation imposées, on se demande pourquoi les producteurs ne cherchent pas à produire une moins bonne qualité, mais en plus grande quantité. Et on ne s'étonne pas que ses enfants participent aux travaux de la ferme.

Juste avant Noël, j'ai voulu acheter du chocolat *fairtrade* aux [Magasins du monde](#). J'ai constaté qu'il était *Made in Switzerland*. Or il y a des centaines sinon des milliers de producteurs de chocolat - pas

seulement de cacao - dans les pays en développement. Et certains produisent des chocolats de première qualité, selon l'organisme [The Chocolate Garage](#) de Palo Alto.

Pourquoi n'en trouve-t-on pas en Suisse? Pourquoi Coop ou les Magasins du monde ou d'autres commerces désireux de contribuer au développement du tiers-monde n'achètent-ils pas leurs chocolats directement aux entreprises productrices? On me répondra que ces dernières ne peuvent pas assurer des livraisons régulières et en quantité suffisante. Mais en proposant leurs produits, les distributeurs contribueraient au développement de ces petites entreprises.

C'est la même chose avec le café. L'Éthiopie a décidé d'interdire l'exportation de café non torréfié avec comme objectif de garder cette valeur ajoutée dans le pays. Comment se fait-il que les Magasins du monde vendent du café éthiopien torréfié en Suisse? Ont-ils obtenu une dérogation? On me dira que le café doit se consommer rapidement après la torréfaction. Mais c'est aux circuits de distribution de s'organiser pour vendre ces produits «frais» dans les temps.

J'ai moi-même cherché à obtenir le label Max Havelaar pour des parfums à base d'essence de fleurs de café que [l'entreprise](#) du même nom produit au Costa Rica. Seule et unique condition: les cueilleuses de fleurs doivent s'organiser en coopérative. Or comme les caféiers fleurissent deux jours par an, cela me paraissait beaucoup demander à ces femmes qui doivent gagner leur vie en faisant de nombreux travaux variés.

D'autre part, la production d'un parfum implique de nombreuses étapes et de nombreuses personnes impliquées dans les mélanges, la mise en bouteille, la production des bouteilles et des emballages. Mais cela n'intéressait pas l'organisme certificateur costaricain.

[VICE News](#), un site international de reportages, aborde la querelle étatsunienne

des chocolats «*bean to bar*», du grain à la tablette. C'est un concept qui ne donne aucune garantie quant au traitement plus juste des paysans producteurs.

Selon [Make Chocolate Fair](#), une ONG basée à Berlin, les producteurs ivoiriens gagnent 0,50 dollar par jour et les Ghanéens 0,84 dollar (ces deux pays produisent les deux tiers du cacao mondial). La régulation américaine exige seulement 10% de cacao pour qu'un produit puisse porter le nom de chocolat (35% en [Suisse](#)). Et souvent le cacao est le dernier élément dans la liste des ingrédients, après toute sorte d'huiles ou graisses végétales, le sucre - encore lui - et le lait. Tout se passe donc comme si l'industrie alimentaire s'arrangeait pour utiliser le moins de cacao possible et l'acheter au plus bas prix.

Heureusement, on trouve quelques petits artisans-chocolatiers qui connaissent leurs producteurs et les paient correctement. Selon Sunita de Tourreil, du Chocolate Garage, le salaire des producteurs a un impact direct sur la qualité du produit. Un paysan correctement rémunéré accomplit les divers travaux de triage, fermentation, séchage avec beaucoup plus de soin qu'un paysan vivant au seuil de la pauvreté.

Les consommateurs devraient complètement changer d'optique et acheter du

chocolat comme nous achetons du vin, c'est-à-dire payer entre 15 et 20 francs pour une tablette de grande qualité. J'aimerais revenir sur la répartition du prix du chocolat entre producteurs et intermédiaires et fabricants de chocolat. Dans les années 70 et jusqu'au milieu des années 80, le commerce mondial du cacao faisait l'objet d'un accord qui protégeait les prix payés aux producteurs, dans l'esprit de la politique agricole européenne et suisse. Idem pour le café. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont jugé que ces accords étaient contraires à la liberté du commerce et ont obtenu qu'ils soient vidés de leur objectif financier.

En outre, dans chaque pays producteur, un organisme central allait récolter le cacao, l'amener au port et l'exportait, non sans avoir négocié avec les acheteurs des primes de qualité. Au Ghana, le [Cocoa Board](#) était connu pour jouer sur les taux de change et les ventes à terme avec beaucoup de succès. Il est probablement le seul survivant des fermetures imposées par les organisations de Bretton Woods.

Les paysans sont donc laissés seuls face à des intermédiaires-commerçants qui défendent avant tout leurs intérêts. On est encore presque au stade de l'esclavage où l'on n'avait pas besoin de payer les travailleurs!